

Borne présente son plan contre les mal-logé·es et les quartiers populaires

Borne veut évincer les ménages les plus modestes des logements dans les quartiers populaires au nom de la « mixité sociale » ce qui signifierait que 1,55 millions de logements soit 30 % du parc social ne pourraient plus accueillir ces ménages. Elle n'a évidemment pas ajouté qu'elle les relogerait dans les « beaux quartiers ». Borne n'a que faire de l'habitat des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans lequel de gros travaux d'entretien sont à réaliser. Cette déclaration scandaleuse prend place dans un paysage aggravé de la crise du logement, résultat de six années d'appauvrissement des bailleurs sociaux en raison de la loi Elan de 2018, de la baisse des APL et de l'absence de financement public pour la construction de logements sociaux.

Rappelons que la France compte 130.000 jugements d'expulsion par an, 15 millions de personnes fragilisées par cette crise du logement (dont 4 millions de personnes mal logées) dans un contexte d'inflation du coût de la vie, des loyers, de l'énergie. La rue ou la voiture pour celles et ceux qui en ont encore une, deviennent le dernier refuge pour plus de 330.000 personnes (120.000 il y a quinze ans soit un quasi triplement) dont au moins 40.000 enfants. Les marchands de sommeil prospèrent et profitent du vidage des squats.

La loi de 2014 sur l'encadrement des loyers fait l'objet d'une fraude massive faute de répertoire des logements avec surfaces et loyers. Les loyers ont en effet augmenté de 60 % depuis 2000 et la charge des loyers sur les revenus est passée de 10 % dans les années 70 à 30 % aujourd'hui ! Pour certaines personnes très défavorisées cette charge monte à 50 % ! Les sommes consacrées par l'État à la construction de logements sociaux sont passées de 2,2 % de la richesse produite en France en 2010 à 1,5 % en 2022. 50.000 nouveaux logements sociaux en 2022 pour 2,4 millions de demandes.

La politique de Macron en matière de logement c'est d'un côté des hausses sur les aides à l'accession à la propriété et les aides à l'investissement locatif et sur l'hébergement de mise à l'abri provisoire ; de l'autre côté la baisse des APL, des aides sociales au logement (qui passent de 18 milliards d'euros en 2017 à 15,4 milliards en 2022). Le tout globalement stable en valeur absolue c'est-à-dire en baisse avec l'inflation mais surtout avec une répartition scandaleuse au détriment des petits revenus et pour les plus grands profits des promoteurs, bétonneurs et notaires. Une politique clairement anti-sociale là où il faudrait à la fois bâtir et agir sur les prix.

Ajoutons à ce tableau la mesure introduite par la droite extrême dans le projet de loi de finances pour 2024 et acceptée par le gouvernement, concernant le fléchage du livret A vers le financement de la Base Industrielle et Technologique de Défense Française (BITD) ce qui provoquera un effet d'éviction à terme sur le financement du logement social.

Parti de Gauche

Communiqué de presse

Le 16/11/2023 13:30

Le Parti de Gauche demande la réquisition des centaines de milliers de logements vides institutionnels objets de spéculation financière. La priorité est pour nous la réquisition et la rénovation de ces logements vides plutôt que de contribuer à la bétonisation forcenée de nos territoires.

Le Parti de Gauche demande l'abrogation de la loi infâme Kasbarian-Bergé de janvier 2023 qui criminalise les mal-logés en durcissant les conditions de délais de paiement et facilite l'expulsion des squatteurs de logements et locaux inoccupés. Le Parti de Gauche condamne la politique gouvernementale de soutien forcené à la rente locative et immobilière digne des principes bourgeois du XIXe siècle de surexploitation du besoin fondamental de se loger.

Le Parti de Gauche milite pour un changement radical de politique qui mettrait fin au développement d'un urbanisme de gentrification et relancerait la production de logements sociaux en revenant a minima aux 2,2 % du PIB consacrés en 2010 au secteur du logement (ce chiffre plafonne actuellement à 1,5 %) et en planifiant un nouvel urbanisme d'intégration sociale et d'optimisation des distances à parcourir.

CONTACT

Stéphane JEUNEUX

Parti de Gauche

0757181585 · stephane.jeuneux.dafpg@proton.me